Le paradigme du développement économique en Europe Centrale et Orientale pendant l'entre-deux-guerres. Des contributions françaises en Roumanie

Nicolae PĂUN

Abstract: The end of the First World War opened up new ways towards the economic modernisation of East-Central European states, albeit the setbacks they experienced at the time proved to be major. The disparities between East and West were chiefly noticeable in Romania, whose figures regarding industrialisation exhibited a situation that was inferior even to that of certain countries in the region. The process of modernisation of the Romanian economy was decisively influenced by foreign capital, originating mostly from France, which gave rise to viable endeavours within the most prominent industrial branches.
Keywords: décalages, modernisation, capitaux étrangers, développement, industrie.

1. Le patrimoine de l'Europe centrale et orientale après 1918. Stéréotypes identitaires et différences en matière de développement

Dès le début de leur affirmation en tant qu'États-nations, la viabilité des nouveaux pays centraux et est-européens a été questionnée en raison de leur sous-développement socio-économique, de la crise économique générale d'après la première guerre mondiale, mais aussi à cause de la situation nationale pas encore résolue, d'où il est apparu le problème naturel de la stabilité et la durabilité des frontières formées après 1918.[1]

S'il faut discuter, toutefois, la problématique des décalages économiques, le niveau de synchronisation et d'européisation entre l'ouest et l'est de l'Europe, ceci doit être fait de manière méthodique et correcte. Ainsi, en premier lieu, une telle question doit être placée dans le contexte historique approprié, afin de permettre la mise en relief de l'impact que le moment historique respectif a eu sur le niveau du développement, mais aussi pour illustrer plus clairement la façon dont l'identité centrale-orientale a contribué elle-même au règlement des clivages dans l'entre-deux-guerres.[2]

Du point de vue économique, les États centraux-orientaux n'ont pas réussi à performer, au moins pendant la première moitié du XXème siècle, à un très haut niveau, car ils n'avaient pas de fondements solides (dans certains cas, ils manquaient totalement). Parmi les carences, on peut énumérer la précarité de l'urbanisation (ce

1 Judy Batt, *Introduction: Regions, State and Identity in Central and Eastern Europe*. In: *Regional and Federal Studies,* 2010, p. 5.

2 David F. Good, *Economic Transformation in Central Europe: The View from History*. In: *Working paper 92-1,* January 1992, p. 6.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

qui a rendu extrêmement rares les centres autonomes d'activité, soit économique, soit politique) et le fait que les élites culturelles, professionnelles et politiques de la région (ayant, dans plusieurs cas, une origine nobiliaire) ont promu des programmes de modernisation étatistes et bureaucratiques, négligeant les solutions entrepreneuriales privées, la politiques participative et le principe de la (ré)distribution générale du pouvoir. Ce désir de centralisation de l'État résulte de l'identité de *peuple conquis*, trouvé tout le temps en défensive, qui, une fois maître de son propre territoire, a pour principal but sa consolidation, aussi rapidement que possible.

Ce *trauma despotique* (si on peut le nommer de la sorte) a déterminé une autre grande insuffisance de la zone centrale-orientale : l'absence d'une classe moyenne stable. Les classes sociales étaient formées des très riches – la noblesse (latifundiaires, politiciens, clergé, bureaucrates) et des très pauvres, notamment des paysans. À cause du faible développement industriel et urbanistique, les associations d'artisans des villes réussissaient à peine à se constituer, pendant les premières années d'après la guerre.[3]

Une autre carence (qui résulte d'une certaine mesure de ce que nous avons présenté ci-dessus), qui a déterminé le développement lent de cette zone, est présentée logiquement par Schopfin. Selon celui-ci, l'apparition des nouveaux États en Europe orientale après la première guerre mondiale *n'a pas été accompagnée aussi du développement significatif de la société civile autonome* (surtout en raison de l'absence d'une classe moyenne), ce qui constitue une particularité définitoire du spécifique « tardif » du processus de modernisation de cette région. La raison pour l'impossibilité de former une société civile puissante a été déterminée par les répercussions de la domination étrangère prolongée, ce qui a mené à la construction de la société civile non pas comme une structure autonome par rapport aux facteurs du pouvoir (militant pour les droits des citoyens, comme à l'Occident), mais comme une structure quasi-dépendante des facteurs du pouvoir, militant pour des droits nationaux et pour la consolidation des États-nations solides.[4]

Il est à remarquer, cependant, le fait que pour la première fois dans l'histoire, les États centraux-orientaux, y compris la Roumanie, ont connu une période de liberté économique et la possibilité de se forger leur propre voie et leur propre vision. Les décalages par rapport aux grands pouvoirs sont restés quasi-intacts, voire ont augmenté çà et là, au moins pendant les premières années d'après la guerre.[5] Par contre, en ce qui concerne strictement la zone centrale-orientale, les

3 Derek, H. Aldcroft, *Europe's Thirld World: The European Periphery in the Interwar Years,* Ashgate Publishing Company, Vermont, USA, 2006, p. 14.

4 Piotr. S Wandycz, *Prețul libertății. O istorie a Europei central-răsăritene din Evul Mediu pînă în prezent*, traduction: Mihaela Paraschivescuet Valentin Dragu-Banu, Éd. ALL, Bucarest, 1998, p. 8.

5 David F. Good, *op. cit.*, p. 6.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

différences économiques entre les États qui la composent se sont uniformisées en grande mesure dans les années 1920, notamment en raison de l'homogénéité plus prononcée de la partie orientale, qui était en général moins développée. Celle-ci, sans devoir gérer des minorités qui s'élevaient même à 30% de la population dans certains cas (comme en Pologne et en Tchécoslovaquie), a eu une liberté plus prononcée d'accroître sa productivité et ses ressources économiques.[6]

L'État le plus influent et impliqué dans la région a été la France[7], qui jouissait de relations étroites avec beaucoup d'États qui venaient d'être créés, mais qui était aussi directement intéressée par le renforcement de ces États, afin d'éviter une éventuelle expansion allemande, autrichienne ou même russe dans cette partie de l'Europe. D'autre part, la Grande Bretagne était presque indifférente à l'égard du sort de l'Europe centrale, étant beaucoup plus préoccupée par le maintien et l'exploitation de ses possessions coloniales, une direction dans laquelle elle a dirigé la plupart de son capital.

Pour ce qui est de l'Allemagne, quoiqu'elle se trouvât dans un déclin visible, en tant qu'état d'esprit et de perception de soi, le peuple allemand continuait à se regarder en termes de grand pouvoir. Par conséquent, ne pas ayant une monnaie forte, étant dénuée de fonds en monnaie étrangère et incapable de placer ses marchandises sur d'autres marchés, contrôlés par la concurrence, l'Allemagne pressait là où les facteurs le lui permettaient, donc vers l'est.[8] Néanmoins, quant à cette zone, les nouveaux États qui la peuplaient étaient extrêmement réticents de collaborer avec l'Allemagne, étant épouvantés par ses prétentions révisionnistes. Pratiquement, les échanges commerciaux et économiques de l'entre-deux-guerres ont été en grande mesure déterminés par les intérêts politiques de l'époque et les relations formées entre de différentes catégories d'États, après la première guerre mondiale. Plus précisément, les territoires réunis et contents suite à la redéfinition des frontières européennes sont devenus extrêmement proches et, implicitement, ils ont entamé une collaboration étroite, sur tous les fronts. Les meilleurs exemples sont donnée pas la Yougoslavie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

---

6 Jeffrey S Kopstein, Jason Wittenberg, *Beyond Dictatorship and Democracy: Rethinking National Minority Inclusion and Regime Type in Interwar Eastern Europe*, in *Comparative Political Studies,* 2010, p. 1093.

7 Voir, par exemple, la contribution financière et l'expertise technique que la France a accordées massivement aux États centraux et est-européens pendant la période de la Grande Dépression. Ceci a été décisif pour la Roumanie dans l'obtention des emprunts de stabilisation et de consolidation financière (1928-1934). Archives de la Banque Nationale de Roumanie, *Service études 1933-1969*, deuxième partie, *Secrétariat. Conseillers étrangers* : dos. 7/1929-1933 (s.n.).

8 Gheorghe Cazan, Nicolae Copoiu, Ion Cupşa, Leonida Loghin, N.Z Lupu, Alexandru Siperco, Dumitru Tuțu, Constantin Ucrain, Gheorghe Unc, Alexandru Vişanu, Gheorghe Zaharia, *Marea Conflagrație a secolului XX: Al Doilea Război Mondial,* Éd. Politica, Bucarest, 1974, p. 43.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

Tous ces États étaient proches de la France et soutenaient la cause de la Ligue des Nations, à laquelle ils ont adhéré sans hésitation, étant également adeptes du maintien du status-quo européen. Dans ce but, la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie formèrent l'alliance connue sous le nom *La Petite Entente*, la première alliance au caractère régional créée après la première guerre mondiale.[9]

2. Les stratégies de développement et de modernisation de la Roumanie après 1918

La Roumanie a pris le contact avec la civilisation occidentale et a commencé à adopter le modèle occidental seulement à partir du XIXème siècle. Ses décalages peuvent être mieux remarqués si l'on se réfère à la productivité agricole et au développement industriel de la Roumanie, par rapport à la situation en Europe occidentale. Nous devons noter tout d'abord le fait que l'Europe occidentale avait déjà parcouru les deux étapes de la révolution agricole : la première, commencée au XVIIIème siècle, a été fondée sur le passage à une forme d'agriculture intensive, avec des cultures plus étendues, une amélioration des semences et la combinaison entre l'élevage des animaux et les cultures des plantes; la deuxième a commencé au XIXème siècle et a continué également au XXème siècle – elle consistait en un remplacement de la force de travail manuel par la mécanisation. Si on la compare à ces évolutions, « La Roumanie du XIXème siècle n'a parcouru que de façon partielle la première révolution agricole moderne et a commencé tardivement et à une échelle réduite le processus de mécanisation des travaux agricoles.[10]» En dépit de cela, la productivité agricole de la Roumanie se situait au-dessous de la moyenne des pays développés, comme il est démontré par les données du tableau suivant :

Tableau 1. Indices de la productivité agricole (millions de calories/habitant de sexe masculin, actif sans le secteur agricole)

	1800	1860	1890	1910
Roumanie	6,0	6,7	10,8	13,9
Moyenne européenne	6,0	8,0	9,1	11,3
Moyenne européenne moins la Russie*	6,2	9,1	11,3	14,9
Moyenne des pays occidentaux développés	7,1	12,5	18,0	23,4

* La moyenne européenne est réduite par la contribution consistante de la Russie, avec un faible développement agricole.
Source: Paul Bairoch, *L'agriculture des pays développés, 1800 à nos jours : production, productivité, rendements*, Éd. Economica, Paris, 1999, pp. 136-137.

9 Piotr. S Wandycz,*France and Her Eastern Allies, 1919-1925: French-Czechoslovak-Polish Relations from the Paris Peace Conference to Locarno*, University of Minnesota Press, 1962, p. 202.

10 Bogdan Murgescu, *România şi Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Ed. Polirom, Iaşi, 2010, p. 135.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

Ainsi, par l'analyse de ce tableau on peut observer le fait que la Roumanie n'était pas loin de la moyenne européenne en ce qui concerne la productivité agricole, mais la distance par rapport aux pays occidentaux s'est accentuée graduellement pendant les deux siècles. Ce qui est notable, c'est qu'en 1910, la Roumanie réussit même à dépasser la moyenne européenne, mais celle-ci inclut aussi les États de l'Europe centrale et de l'est, donc la comparaison est plus utile pour notre étude lorsqu'on observe les décalages entre la Roumanie, un État de l'Europe centrale, et les États occidentaux qui ont déjà parcouru les étapes de la révolution industrielle.

Les décalages les plus évidents peuvent être observés, cependant, au niveau du développement industriel, où la Roumanie se trouvait à proximité de la valeur zéro au début du XIXème siècle. En revanche, les États occidentaux avaient déjà une industrie en plein essor, étant donné que l'industrialisation y avait commencé au XVIIIème siècle. L'une des explications de ce phénomène réside dans le fait qu'en Roumanie, l'industrialisation était plutôt liée à la Transylvanie, qui, jusqu'en 1918, avait appartenu à l'Empire Austro-hongrois.

L'Ancien Royaume ne disposait pas de ressources suffisantes pour démarrer un processus d'industrialisation à une grande échelle, celui-ci se résumant aux biens de consommation. Toutefois, on peut y enregistrer des évolutions, d'autant plus que nous parlons d'un très faible niveau d'industrialisation au début. Par conséquent, tout progrès peut être mis en évidence, comme on l'observe dans ce tableau visant la production industrielle européenne :

Tableau 2. Production industrielle per capita (indices rapportés au Royaume-Uni en 1900 = 100)

	1800	1830	1860	1880	1900	1913
Moyenne européenne	8	11	17	23	33	45
Austro-Hongrie	7	8	11	15	23	32
Belgique	10	14	28	43	56	88
Bulgarie	5	5	5	6	8	10
Danemark	8	8	10	12	20	33
Suisse	10	16	26	39	67	87
France	9	12	20	28	39	59
Allemagne	8	9	15	25	52	85
Grèce	5	5	6	7	9	10
Italie	8	8	10	12	17	26
Norvège	9	9	11	16	21	31
Pays-Bas	9	9	11	14	22	28
Portugal	7	7	8	10	12	14
Royaume-Uni (Grande Bretagne)	16	25	64	87	100	115
Roumanie	5	5	6	7	9	13
Russie	6	7	8	10	15	20
Serbie	5	5	6	7	9	12

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

Espagne	7	8	11	14	19	22
Suède	8	9	15	24	41	67

Source: Paul Bairoch, Maurice Lévy-Leboyer (éds.), *Disparities in Economic Development since the Industrial Revolution,* Éd. Palgrave Macmillan, 1981, pp. 294, 330-331.

Nous pouvons déceler, grâce à ce tableau, le fait que la Roumanie se trouvait au-dessous de la moyenne européenne en ce qui concerne l'industrialisation[11], mais le même va pour ses voisins : la Serbie, la Bulgarie et même la Grèce, située au sud-est de l'Europe. L'Europe centrale et de l'est se situaient, ainsi, au début de l'industrialisation, tandis que les États occidentaux avaient déjà enregistré de véritables progrès dans ce domaine. La Grande Bretagne (le lieu d'origine de la révolution industrielle), la France et la Belgique ont connu une augmentation spectaculaire des indices du développement industriel.

Un autre point où les décalages sont visibles se réfère à la proportion de la population active dans l'industrie. Selon Victor Axenciuc, « la population active dans l'industrie, en 1911, représentait, du total du pays, en France 36,1%, en Grande Bretagne 51,7%, et en Allemagne 40,9% », tandis que « la Roumanie, avec seulement 6,1%, se trouvait à une distance de plus de cinq fois de la France, huit fois de la Grande Bretagne et 6,4 fois par rapport à l'indice d'Allemagne; une distance d'au moins un siècle dans l'ère de l'industrialisation-même »[12]. Ce décalage par rapport aux États occidentaux a été clairement saisi, vu que le nombre réduit du personnel employé dans l'industrie dénote un faible développement de l'industrialisation. Or, nous avons pu observer que la Roumanie se trouvait à une distance suffisamment grande de plusieurs États, comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, une distance que Victor Axenciuc estimait à approximativement un siècle.

La Roumanie n'était pas le seul pays européen qui ait enregistré un véritable recul dans le domaine de l'économie. L'espace de l'Europe centrale et du sud-est était, en effet, plein d'exemples pareils à celui de la Roumanie. La Hongrie avait un profil agraire-industriel, mais elle a commencé à récupérer (au moins dans le secteur agricole) par l'introduction de la mécanisation et par une concentration du capital dans l'industrie du profil. La Yougoslavie avait un caractère prépondérant agraire, car approximativement 80% de la population était employée dans ce secteur, tandis que du point de vue industriel, tout progrès y a été compromis à cause des dégâts provoqués par la guerre. La Bulgarie était également un État au caractère prépondérant agraire, au sein duquel l'industrie moderne était pratiquement absente (des progrès ont été enregistrés seulement dans l'industrie légère et dans l'extractive), et l'agriculture était marquée par de très faibles rendements. La

11 Nicolae Păun, *Stat şi economie*, Éd Interferențe, 1992, pp. 48-95.

12 Victor Axenciuc, *Formarea sistemului industrial modern în România. Etapa 1859-1914: demarajul industrializării*, Éd. de l'Académie Roumanie, Bucarest, 2008, p. 280.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

Grèce connaissait un niveau de développement plus élevé, autant dans le secteur agricole, que dans l'industriel, mais aucun secteur ne se faisait remarquer par un progrès spectaculaire.[13] En outre, ce qui est important à remarquer dans le cas des États centraux et sud-est européens, c'est le fait que le développement de leurs économies ou les progrès y enregistrés était plutôt fondés sur les capitaux étrangers. Ils ne possédaient pas assez de capital pour développer leurs secteurs agricoles et industriels, c'est pourquoi ils ont recouru à des emprunts externes.

En dépit de cela, il y a aussi un cas de succès en Europe centrale, la Tchécoslovaquie. C'était « l'un des mieux développés États de l'Europe centrale, surtout du point de vue industriel »[14], ce qui a encouragé également la pratique d'une agriculture intensive, due à la mécanisation.

Un autre indicateur important dans l'analyse de la question des décalages entre les deux Europes est le produit intérieur brut per capita des États européens. Il faut pourtant préciser que cet indicateur est apparu plus tard, et son équivalent dans l'entre-deux-guerres est représenté par le Revenu national.[15] Cet indicateur est important parce qu'il relève le degré de développement de l'économie d'un État, puisque le Revenu national per capita nous montre le potentiel de production de l'économie d'un État, rapporté à sa population. En plus, il est important de préciser que dans la littérature de spécialité on trouve peu de données statistiques sur la période entière, tandis que celles qui existent sont questionnables ou incomplètes. Néanmoins, l'an 1938 est considéré le zénith des économies européennes, où l'on a atteint le point culminant du développement de l'entre-deux-guerres. Certes, lorsqu'on se réfère à cet an, il faut aussi saisir que c'est assez loin de la Grande dépression et à la distance de seulement une année de la seconde guerre mondiale, qui marque une nouvelle chute économique. Donc, il est utile de comparer le Revenu national per capita au niveau de plusieurs États européens.

Tableau 3. Revenu national per capita en Roumanie et dans d'autres pays européens – 1938 (dollars américains)

Grande Bretagne	378
Allemagne	338
Danemark	318
Belgique et Luxembourg	285
Irlande	248
France	237
Tchécoslovaquie	174

13 Andrei Josan, *Evoluţii economice pe plan mondial în perioada interbelică*, Éd. ASE, Bucarest, 2004, pp. 96-97.

14 Maria Mureşan, Andrei Josan, *Istoria economiei europene: de la revoluţia industrială la Uniunea Europeană*, Éd. ASE, Bucarest, 2005, p. 97.

15 Voir: Dragoş Păun, *Romania's road towards the Euro*, Presa Universitară Clujeană, 2011.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

Italie	127
Hongrie	111
Pologne	104
Grèce	80
Roumanie	76
Bulgarie	68
Yougoslavie	68
Niveau moyen dans 20 pays européens	222

Source: Gheorghe Dobre, *Economia României în context european – 1938*, Éd. Fundației Științifice „Memoria Oeconomica", Bucarest, 1996, p. 138.

Grâce à ce tableau, nous pouvons affirmer le fait que la Roumanie se trouvait à un niveau inférieur par rapport aux États européens occidentaux, mais aussi à la Hongrie. Le niveau moyen européen était approximativement trois fois plus grand, par comparaison avec la Roumanie, mais aussi à la Yougoslavie et à la Bulgarie. On peut observer que les États centraux et sud-est européens se trouvaient au-dessous de la moyenne des États européens, et si on établit une comparaison avec les pays occidentaux, comme la Grande Bretagne, on se confronte à des rapports d'environ 1:2 (Tchécoslovaquie) et 1:5 (Bulgarie ou Yougoslavie).

Il y a des opinions qui placent pourtant la Roumanie sur une position beaucoup meilleure dans la hiérarchie des États de l'Europe orientale, et les progrès qu'elle a enregistrés étaient perçus comme beaucoup plus consistants. Par exemple, Gheorghe Iacob affirme que « si on établit une comparaison entre la Roumanie de 1914 et la Roumanie d'A.I. Cuza, entre la Roumanie de 1938 et celle de Carol I autour de la première guerre mondiale, nous constaterons l'achèvement d'un bond spectaculaire. Ce n'est pas par accident [...], que les observateurs étrangers surnommaient la Roumanie, au début du XXème siècle, *la Belgique de l'est* ou *le Japon européen*, tandis qu'en 1938, la Roumanie se situait – du point de vue de plusieurs *repères*, à la tête des pays du sud-est de l'Europe »[16]. Cependant, tenant compte du tableau ci-dessus, on peut observer que la Belgique se trouvait à une distance considérable par rapport à la Roumanie en ce qui concerne le revenu national per capita, qui reflète très clairement le développement et la performance économique. En outre, on observe que la Roumanie ne se trouvait pas à la tête des États sud-est européens, son revenu national per capita étant dépassé par la Grèce. Par ailleurs, la faible distance entre la Roumanie, d'une part, et la Bulgarie et la Yougoslavie, d'autre part, relève le fait que ces pays se trouvaient à un niveau similaire de développement. Pour conclure, il est évident que les pays agraires continuaient même vers la fin de l'entre-deux-guerres à être non-performants, ce

16 Gheorghe Iacob, *Procesul modernizării/integrării în Europa. Etape şi trăsături*. In: Ion Agrigoroaiei (coord.), *România interbelică în paradigmă europeană*, Éd. de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », Iaşi, 2005, pp. 33-34.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

qui a augmenté davantage les différences entre les États occidentaux et orientaux. Il est vrai qu'on a enregistré aussi des progrès, mais cela est dû surtout au fait que les pays de l'est sont partis d'un niveau de développement très faible dans le secteur industriel (parfois même inexistant).

La seule solution pour réduire les décalages entre les deux Europes était, donc, l'industrialisation. Bien que cette solution ait été identifiée, dans beaucoup d'États centraux et sud-est européens, ce processus d'industrialisation a été très lent. Parmi les causes principales de ce phénomène, on retrouve : le manque des capitaux, l'absence d'une force de travail qualifiée, le manque de politiques cohérentes etc.

Une explication possible du niveau relativement faible du développement atteint par les États orientaux à la fin de 1938 se réfère à la politique que la majorité d'entre eux ont promue : la politique de brûlage des étapes. Ainsi, l'évolution économique et sociale ne peut être comprise que « dans le cadre du phénomène général qui a provoqué, dans tous les États retardés, la précipitation des étapes du développement historique et leur réduction à des intervalles de temps extrêmement courts[17]. » Cela a mené cependant à une assimilation incomplète des aspects caractéristiques aux sociétés occidentales développées.

Il est intéressant de signaler dans notre analyse le fait qu'à partir du contexte central-européen mentionné ci-dessus, on a avancé dans la société roumaine des solutions pour la modernisation et le développement de la communauté. Les intellectuels humanistes, expérimentalistes, les économistes, les juristes etc. ont assumé des idées, des solutions, des théories, non seulement en tant que bénéficiaires, mais, maintes fois, en qualité de contributeurs appréciés au niveau européen. Eugen Lovinescu, Mihail Manoilescu, Dimitrie Drăghicescu, Virgil Madgearu, Victor Slăvescu, Mitiță Constantinescu etc. ont généré à l'intérieur de la société roumaine l'émulation et la soutenance nécessaires à l'encadrement du pays dans le modèle de développement occidental. Très souvent, les politiciens se sont impliqués eux-aussi dans le débat sur les idées modernes, intégratrices, qu'ils ont transposées dans des programmes ou de l'action politique.[18]

Les lignes d'évolution d'après 1918, au sein de la pensée et de la pratique économique-politique de notre pays, ont tenu compte autant des réalités auxquelles se confrontait le modèle occidental, que de la complexité du dossier économique à la résolution duquel elles étaient appelées à répondre.

Les institutions ont été les plus importantes surfaces de contact entre l'Autorité, la Société et l'Économie. Elles ont favorisé des connexions entre la théorie et la pratique économiques; par ce biais on a accompli la structuration de l'économie

17 Andrei Josan, *op. cit.*, p. 139.

18 Voir: Nicolae Păun, « Il modello romeno nel periodo interbellico », dans le volume *La tentazione autoritaria. Istituzioni, politica e società nell'Europa centro-orentale tra le due guerre mondiali (a cura di Pasquale Fornaro)*, Éd. Rubettino, 2004, pp. 163-189.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

nationale dans des couches horizontales et verticales.[19] Ceci est dû aussi à l'impressionnant patrimoine, dont le noyau était constitué par les ressources du sous-sol. Conformément à l'article 19 de la Constitution promulguée en 1923, à l'exception des carrières de pierre, des roches communes et des minerais de tourbe, celles-ci ont été nationalisées et passées dans la propriété de l'État.

Par la Constitution de 1923, l'option pour le renouvellement, la synchronisation et la modernisation a constitué un élément de fermeté et de constance. D'ailleurs, la Constitution de 1923 est le document qui attestait la volonté des élites, mais aussi une option pour la convergence avec un certain modèle de développement – l'occidental, sous inspiration française. L'expérience roumaine n'a pas été une simple copie du modèle occidental, mais un appréciable raccordement à l'esprit européen, sous des conditions socio-économiques et géopolitiques spécifiques, relativement différentes de celles de l'Occident.

3. Les contributions françaises à la modernisation de la Roumanie

La conception de la modernisation au niveau européen, suite à la première guerre mondiale, visait des investissements en industrie, mais cela s'est avéré plus difficile à achever dans des États tels la Roumanie, qui se trouvaient à plusieurs pas derrière ceux de l'occident. Ces États orientaux percevaient la modernisation comme une nécessité d'avoir des investissements dans leurs économies nationales, en vue de la consolidation de leurs propres industries, tout en acceptant la collaboration avec le financement extérieur. Ainsi, on y a formulé des plans par lesquels on a établi le rôle de l'État au sein de l'économie nationale et l'attitude envers le capital étranger.[20] Malheureusement, beaucoup de ces plans sont restés au niveau des idées, par manque de mesures pratiques qui étaient si nécessaires, ce qui a permis l'action du capital étranger, étant donné l'absence d'un système économique roumain cohérent. « Le capital étranger était présent dans l'économie roumaine depuis la seconde moitié du XIXème siècle, notamment dans l'industrie pétrolifère, où à cause des risques à long terme, des technologies coûteuses importées, du manque du personnel qualifié etc., le capital autochtone modeste du point de vue financier, ne représentait que 6% du capital investi dans cette branche jusqu'à la première guerre mondiale. »[21]

La branche de l'industrie lourde détenait la plus grande partie du capital étranger total investi en Roumanie. « À partir de 1928, les capitaux se sont déplacés lentement depuis l'industrie minière vers les branches métallurgiques et électrotechniques, suivies par la sidérurgie, l'industrie alimentaire, chimique, des matériaux de construction,

19 *Idem*, *Viața economică a României 1918-1948. Dezvoltare. Modernizare. Europenizare*, Presa Universitară Clujeană, 2009, pp. 135-136.

20 *Idem*, *The Impact of the Great Union on Romania's Interwar Economic Development*, « Studia Universitatis Babeş-Bolyai, Historia », 1988, 2, Cluj-Napoca, pp. 38-39.

21 *Idem*, *Societățile anonime din România în anii 1919-1924,* « Anuarul Institutului de Istorie şi Arheologie Cluj-Napoca »*,* no. XXVIII, Université de Cluj-Napoca, 1987-1988, p. 380.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

textile et du cuir. »[22] Le capital étranger s'est consolidé progressivement en Roumanie dans l'entre-deux-guerres, celui-ci visant surtout les secteurs économiques qui assuraient un profit immédiat, ou bien très élevé.[23] En 1924, « La statistique minière de la Roumanie nominalisait 120 sociétés anonymes constituées dans le pays et considérées roumaines, 29 autres au capital étranger et roumain en lei, 26 fondées avec du capital en livres sterling, 12 en francs français ou belges, 4 aux capitaux en florins hollandais, soit 191 sociétés anonymes avec un capital initial de 7.249.040.629 lei".[24] Le groupe financier français avait à sa tête « Banque de Paris et des Pays-Bas », « Banque Mirabaud et C-ie » et « Omnium International des Pétroles ».

L'industrie du pétrole

Après la première guerre mondiale, conformément aux conditions générées par la paix de Versailles, qui stipulaient la nationalisation des capitaux ennemis, le capital allemand et, partiellement, l'austro-hongrois[25], auraient dû devenir roumains, mais les choses ne se sont pas déroulées de la sorte, notamment en ce qui concerne l'industrie du pétrole.[26] En réalité, la France et l'Angleterre ont partagé de manière paritaire le capital qui avait appartenu à l'Allemagne, tandis que la Roumanie arrivait à détenir 6,6% du capital de la société *Steaua Română (Étoile Roumaine)* et 5% de celui des sociétés *Vega*, *Concordia* et *Crédit Petrolifer (Crédit Pétrolifère)*.

« En 1923, le gouvernement français a décidé d'accorder aux sociétés au capital français de Roumanie certains paiements remboursables, sans intérêts, dans le compte des compensations qu'on avait établies pour celles-ci.[27] On précisait que ces paiements ne préjudiciaient pas la résolution finale des compensations. »[28]

---

22 Ioan Saizu, *Politica economică a României între 1922 şi 1928,* Éd. de l'Académie de la République Socialiste Roumanie, Bucarest, 1981, p. 107.

23 Voir l'activité de la Chambre du Commerce Franco-roumaine 1926-1932, dans les Archives de la Banque Nationale de Roumanie, Service études, 1913-1969, Deuxième partie. Secrétariat. Conseillers étrangers, dos. 6/1929-1931, f. 1-10.

24 *Statistica Minieră a României pe anul 1924,* Bucarest, 1925, p. V-VI, 3-17.

25 Sur les liquidateurs de la Banque Austro-hongroise, voir les Archives de la Banque Nationale de Roumanie. Service secrétariat, vol. I, dos. 1/1924-1925 (s.n.).

26 Archives Nationales Historiques Centrales, fond Maison Royale Ferdinand, dos. 5/1923, f. 4-5.

27 « Despăgubirile de război », « Moniteur du Pétrole Roumain », 1923, 23, vol. 22, pp. 1550-1551. Les sociétés suivantes ont reçu des avances: „Aquila Franco-Română", 11 504 407, „Petrofina" („Concordia", „Vega"), 8 000 000, „Colombia", 7 563 285, Raffineries „Predinger", 1 989 697, „Vulcăneşti", 941 332, „Victoria", 856 350, „Comp. Industrielle des Pétroles", 480 510, „Apostolache", 323 527, „Société de Pétrole de Buştenari", 230 872, Exploatarea „Tacite Delort", 228 307, „Société de Pétrole de Bordeni", 179 280, Société „Romana", 55 912 francs français. Voir aussi: Gheorghe Calcan, *Industria petrolieră din România în perioada interbelică,* Éd. Tehnică, Bucarest, 1997, p. 193; Mihail Manoilescu, *Politica statului şi chestiunea refacerii industriale*, Bucarest, 1920, p. 15.

28 Gheorghe Calcan, *op. cit.*, p. 159.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

La production de pétrole de la Roumanie, dans l'entre-deux-guerres, a eu une dynamique qui a culminé en 1936. « En général, la législation minière de la période 1924-1944 a reflété les intérêts réels de l'État, sans ignorer pourtant les intérêts d'affaires des entrepreneurs autochtones ou étrangers, avec des avantages de la part des uns ou des autres, mais aussi avec des changements fortuits dans une certaine conjoncture économique ou politique, comme il a été le cas en 1929 et 1940. »[29] Les ressources importantes de pétrole de la Roumanie ont déterminé que celles-ci y deviennent la principale activité industrielle, étant aussi le domaine le plus sollicité par le capital étranger.[30] En dépit de cela, dans l'entre-deux-guerres on peut observer, chaque année, une baisse du capital étranger et une augmentation de l'implication du capital autochtone. Ceci est dû à l'orientation du capital étranger vers d'autres branches industrielles, en plein essor, et qui n'étaient pas aussi sollicitées que le pétrole, à l'époque. « Du point de vue absolu, entre 1921 et 1938, le capital étranger du pétrole a augmenté, de 8,02 milliards lei à 10,35 milliards lei, soit de presque 30%. Pourtant, entre temps, le capital roumain de cette branche a crû presque cinq fois, ce qui a déterminé la modification du rapport entre le capital étranger et l'autochtone, par la diminution du taux du capital étranger, du capital social total, de 91,19% en 1921 à 73,84% en 1938, et la croissance du capital roumain, de 8,81% en 1921 à 26,16% en 1938. »[31]

Le capital français a manifesté son intérêt d'investir dans le pétrole, la métallurgie, la sidérurgie etc[32]. Parmi les sociétés de l'industrie du pétrole, nous faisons mention seulement des suivantes :

La compagnie *Concordia*, avec un capital social de 150 millions lei, en 600 000 actions ordinaires, au porteur, à 250 lei chacune, a appartenu avant la guerre presque totalement au capital allemand, autrement dit à la société Deutsche Erdöl AG. Elle a été « naturalisée » en 1920, par le groupe belgo-franco-roumain ayant des relations avec la société *Petrofina* – Compagnie Financière belge des Pétroles.[33]

Colombia est une société franco-roumaine du pétrole, créée en 1905, avec un capital de 380 millions lei. La société *Colombia* est née par la fusion de la

29 Gheorghe Ivănuş, *Istoria petrolului în România,* Éd. AGIR, Bucarest, 2004, p. 216.

30 Archives Nationales Historiques Centrales, fond Maison Royale Ferdinand, dos. 5/1923, *passim*.

31 Constanța Bogdan, Adrian Platon, *Capitalul străin în societățile anonime din România în perioada interbelică*, Éd. de l'Académie de la République Socialiste Roumanie, Bucarest, 1981, p. 52.

32 Voir aussi l'activité des conseillers techniques français, respectivement Charles Rist et Aubain, délégués par la Banque de France à la Banque Nationale de Roumanie, pendant la Crise, bénéficiant l'appréciation du Gouvernement roumain et du Ministère des finances pour les deux ans passés en Roumanie : Archives de la Banque Nationale de Roumanie, Service études 1913-1969, Deuxième partie, Secrétariat. Conseillers étrangers, dos. 7/1929-1933 (s.n.).

33 « Moniteur du Pétrole Roumain », 1923, vol. 22, p. 159.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

Société *Colombia* – membre du groupe français d'intérêts *Omnium International de Pétroles* et les Sociétés *Alpha* et *Aquila Franco-Roumaine* (à partir de 1928).[34] Colombia est contrôlée par un groupe franco-belge puissant, dirigé par Banque de Paris et des Pays-Bas, la Société Pétroles de Roumanie d'Anvers, à côté d'autres compagnies, représentées toutes par Omnium International des Pétroles, qui détenait environ 200 000 actions de Colombia, des 276 000 qui avaient été émises.[35]

Avec un capital social de 600 millions lei, dont 150 millions était détenu par la *Société Industrielle de Pétroles*, *Industria română de petrol S.A.R. București (Industrie roumaine du pétrole S.A.R. Bucarest)*, fonctionnait toujours avec l'appui du capital français de Paris.[36]

Steaua Română S.A. București, ayant comme domaine d'activité, dans le cadre des deux raffineries, l'industrie pétrolifère, aussi bien que les opérations inhérentes à cette industrie, a été créée en 1895, ayant en 1922 un capital social de 310 000 000 lei, en 620 000 actions ordinaires au porteur, à 500 lei chacune. Cette société, la plus grande de sa branche, dépendait avant la guerre d'un groupe d'institutions financières allemandes, à la tête duquel se trouvait Deutsche Bank, qui exerçait son contrôle en Roumanie par l'intermédiaire de Deutsche Petroleum AG. En 1920, Steaua Română est passée sous le contrôle d'un groupe financier roumain-français-anglais. Le groupe français avait à sa tête les trois banques mentionnées ci-dessus. [37]

D'autres exemples de compagnies du domaine du pétrole qui déroulaient leur activité grâce aux investissements du capital français étaient *Petrolmina*, *Sondrum*, *Telega Moreni*, *Metal Petrol*, *Continentala Petroliferă*, *Rafinăria Moinești*, *Continentala Petroliferă* et *Petrofina Française*.

1922 représente l'an où à Anvers il est arrivé le premier bateau-tank chargé de pétrole roumain. La marchandise avait été envoyée par la société *Concordia* à sa société-mère, *Compagnie financière belge des pétroles*, qui possédait des installations importantes d'emmagasinage dans ce port-là. L'année même, on a créé la *Compagnie Commerciale de Pétrole*, avec un capital de 1 000 000 lei, entièrement versé. Son dessein était notamment le commerce et le transport des produits pétrolifères. La fondatrice de la société a été la *Compagnie Industrielle de Pétrole* de Paris.

Le groupe français *Consortium du Nord*, l'un des plus importants groupes industriels français, a montré son intérêt pour l'industrie roumaine du pétrole. Il a acheté plusieurs terrains du *Crédit Minier*, aussi bien que d'autres organismes, et a décidé de créer une société roumaine avec un capital de 50 millions lei. En

34 Union des Chambres du Commerce et de l'Industrie, *Darea de seamă a activității Uniunii Camerelor de Comerț și Industrie dela 15 iunie 1938 la 15 iunie 1939,* « Moniteur Officiel et Imprimeries de l'État ». Imprimerie Nationale, Bucarest, 1939, p. 82.

35 « Moniteur du Pétrole Roumain », Bucarest, 1923, 23, vol. 22, p. 57.

36 Union des Chambres du Commerce et de l'Industrie, *op. cit.* p. 82.

37 *Ibidem*.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

octobre 1922, on a constitué la société *Foraky Românească*, une création de la société belge Foraky. La nouvelle société avait été créée avec un capital initial de 5 000 000 lei, dont on a versé 30% lors de sa fondation.[38]

À côté du rachat de certaines actives des sociétés roumaines par des compagnies au capital français, il y a eu des cas où le groupe français a perdu la domination. Un exemple à ce propos est l'entrée d'un groupe anglais dans la société *Sospiro*, au lieu du groupe français.

C'est toujours dans l'entre-deux-guerres qu'on a constitué, à Paris, la société *Petrol-Block français*, avec un capital de 2 000 000 francs français, comme mesure de consolidation du taux du capital français à l'intérieur d'autres États, qui était en fait une entreprise de l'étranger liée au pétrole roumain. Nous faisons mention aussi de la *Compagnie Financière Belge de Pétroles*, fondée en 1920 avec un capital étranger de 85 000 000 francs belges. Elle contrôlait les entreprises *Concordia*, *Vega* și *Internațională*, détenant la majorité des actions de la première, qui détenait à son tour la totalité des actions des deux autres entreprises.[39]

L'industrie extractive

D'ailleurs, autant dans le domaine minier que dans le pétrolier, il y avait d'autres entreprises et exploitations qui ont fonctionné grâce au capital français ou franco-belge. On fait mention des suivantes : *Société Astra-Română*, *Aquila Franco-Română* – capital de 72 000 000 lei qui appartenait entièrement au groupe de raffineurs français *Desmarais fréres-Fenaille & Despeaux-Deutsch*, en 1923. *Société Petrolul, Société Internațională, Société des Pétroles de Buștenari, Société Victoria*, *La Société roumaine-belge de pétrole,* au capital franco-roumain-belge, *Compania Comercială de Petrol*, avec un capital de 1 000 000 lei entièrement versé– le capital en était français, l'entreprise étant une création du groupe *Compagnie Industrielle des Pétroles* – la Société *Gallia*, avec un capital prédominant français – 1 250 000 francs français, fondée par la *Société nouvelle de sondages Bonne Espérance*; *Minerva, Apollo* – capital prédominant roumain et dans une faible mesure français; *Sidus*, *Pétroles de Bordeni, Société Commerciale Danubienne des Pétroles, Société Continentale des Pétroles* – société anonyme française; *Vega* etc.[40]

L'industrie métallurgique

En bref, nous aurions raison d'affirmer que l'industrie sidérurgique de Roumanie est née dans l'entre-deux-guerres. Cependant, en entrant dans plus de détails, nous

38 « Moniteur du Pétrole Roumain », *op. cit*, p. 134.
39 *Ibidem*, p. 167.
40 Archives Nationales Historiques Centrales, *fond cit*, *passim*.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

verrons qu'à l'époque, une industrie métallurgique se développait dans un rythme beaucoup plus accéléré et dans un cadre mieux défini que pendant la période avant la guerre. « Dans la métallurgie, comme dans d'autres branches de l'industrie, le capital étranger a connu, dans l'entre-deux-guerres, une tendance de croissance continue du volume. Ainsi, il a atteint en 1938 la valeur de 3 916 millions lei, contre 350 millions lei en 1921, représentant 12,84% du capital étranger total, contre seulement 3,76% en 1921, par rapport au capital autochtone, dont le taux a baissé depuis presque 87% en 1921, à 61,63% en 1938. »[41]

Le capital étranger peut pénétrer dans l'économie d'un pays par le biais des investissements directs, une méthode préférée par le développement capitaliste. « Après avoir fait une visite à Bucarest, entre 27 et 29 juin 1938, Champlin, le président de la *Société franco-roumaine de matériel pour les chemins de fer*, est revenu à Paris, convaincu du fait que, du point de vue économique, il fallait faire au moins un geste en faveur de la Roumanie »[42], comme une mesure préventive contre un possible rapprochement de l'État roumain à l'Allemagne. « La France aurait eu la possibilité d'investir à long terme dans les industries locales de l'entière Péninsule Balkanique, ce qui équivalait à la manifestation d'un intérêt pour les marchés respectifs. »[43]

« Le capital français avait un taux consistant de l'industrie métallurgique de Roumanie, occupant en effet la deuxième place, après le capital anglais. À part les entreprises plus anciennes qu'il contrôlait, le capital français fonde quelques entreprises métallurgiques importantes, parmi lesquelles on retrouve, en 1925, *Industria Aeronautică Română (I.A.R.) (Industrie Aéronautique Roumaine)*, et en 1927 *Fabrica românească de muniţiuni (Fabrique roumaine de munitions)*. »[44] L'entreprise la plus importante de l'industrie métallurgique qui était financée avec du capital français dans l'entre-deux-guerres, c'était *Lemaitre*.

* * *

Nous avons présenté dans cette étude seulement quelques aspects qui visent l'industrie extractive, du pétrole et métallurgique, c'est-à-dire les branches qui ont incorporé le progrès technique, de forts capitaux et, surtout, qui ont exprimé la volonté des gouvernements de Roumanie d'avoir un certain type d'industrialisation. Celle-ci était fondée sur la valorisation des ressources, la couverture du

41 Constanţa Bogdan, Adrian Platon, *op. cit.*, p. 61.

42 Georgiana-Margareta Scurtu, *Din istoria diplomaţiei europene. Relaţiile României cu Franţa (1935 – 1938),* Éd. Cartea Universitară, Bucarest, 2006, p. 219.

43 *Documents Diplomatiques Français,* deuxiéme série, tome X (10 juin – 2 septembre 1938), Paris, Imprimerie Nationale, 1976, document no. 187, *Note du Directeur-adjoint des Affaires politiques. Voyage de M. Champin en Roumanie et en Yougoslavie,* 11 juillet 1938, pp. 346-347, *apud* Georgiana-Margareta Scurtu, *op. cit.*, p. 219.

44 Nicolae Marcu, *Istorie economică,* Éd. Didactică şi Pedagogică, Bucarest, 1979, p. 286.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

marché intérieur des biens de consommation et agricoles et, pas dernièrement, sur la création d'une industrie de la défense vouée à répondre aux tensions et aux provocations multiples de l'époque.

À l'intérieur de cette industrie lourde, par l'intermédiaire du capital de l'Entente – voir la législation libérale de la première décennie d'après l'Unification – on a déroulé un processus moins ample, mais très visible, au bout duquel, dans les années 1939-1940, nous pouvons parler de l'existence des compagnies autochtones, d'un capital roumain dans des proportions acceptables dans la vie économique, d'une gestion et d'un entrepreneuriat formés dans les écoles polytechniques roumaines, elles-aussi organisées selon le modèle occidental. Autrement dit, il s'agit d'un processus de modernisation et d'européisation, qui a réussi à disloquer une économie éminemment agraire et à la transformer en agraire-industrielle, bien qu'elle gardât dans beaucoup de ses articulations l'archaïsme et le sous-développement qui ont marqué l'Europe orientale, y compris la Roumanie.

Sans avoir la prétention d'avancer des conclusions qui se proposent d'argumenter et de configurer un certain paradigme du développement, il s'impose de faire plusieurs observations pertinentes à la fin de cette étude.

Ainsi, les pays de l'Europe centrale et orientale ont construit leurs stratégies de développement et d'européisation par l'imitation des modèles occidentaux. Ce processus n'a pas connu une évolution constante, mais il a été caractérisé par des ruptures, des réorientations et, souvent, des stagnations. Les sources de financement ont été également diverses, mais insuffisantes, pendant la période entière. Les changements provoqués par la grande guerre ont réorienté les sollicitations de capitaux, depuis les marchés de Budapest et Vienne, vers ceux de France et de Grande Bretagne. Ce changement de paradigme économique et la réaction positive des marchés démontrent aussi de l'intérêt pour la zone sur laquelle nous nous concentrons. Si au XIXème siècle, l'agriculture et les ressources forestières ont été décisives pour une certaine modernisation et intégration qui s'est proposé de réaliser de véritables marchés nationaux, plus tard, au XXème siècle, le paradigme de développement économique s'est construit à l'aide des matériaux minéraux, de la métallurgie et du pétrole.

C'est autant l'intérêt que le mérite des grandes finances franco-britanniques d'avoir mis en valeur ces ressources minérales, conçu des technologies, assuré la gestion des grandes compagnies et de les avoir fait assimiler le niveau européen, engendrant le début d'un projet industriel de développement.

Ces images, mises ensemble, bien que souvent isolées, donnent la mesure de plusieurs accomplissements positifs dans cette zone, dépendant des capitaux français, visant notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

Bibliographie :

1. Archives de la Banque Nationale de Roumanie, Service études 1933-1969, deuxième partie, Secrétariat. Conseillers étrangers : dos. 6/1929-1931, 7/1929-1933.
2. Archives de la Banque Nationale de Roumanie. Service secrétariat, vol. I, dos. 1/1924-1925.
3. Archives Nationales Historiques Centrales, fond Maison Royale Ferdinand, dos. 5/1923.
4. Aldcroft, Derek, H., *Europe's Thirld World: The European Periphery in the Interwar Years,* Ashgate Publishing Company, Vermont, USA, 2006.
5. Axenciuc, Victor, *Formarea sistemului industrial modern în România. Etapa 1859-1914: demarajul industrializării*, Éd. de l'Académie Roumanie, Bucarest, 2008.
6. Bairoch, Paul, *L'agriculture des pays développés, 1800 à nos jours : production, productivité, rendements*, Éd. Economica, Paris, 1999.
7. Bairoch, Paul; Lévy-Leboyer, Maurice (éds.), *Disparities in Economic Development since the Industrial Revolution,* Éd. Palgrave Macmillan, 1981.
8. Batt, Judy, *Introduction: Regions, State and Identity in Central and Eastern Europe*, in *Regional and Federal Studies,* 2010.
9. Bogdan, Constanța; Platon, Adrian, *Capitalul străin în societățile anonime din România în perioada interbelică,* Éd. de l'Académie de la République Socialiste Roumanie, Bucarest, 1981.
10. Calcan, Gheorghe, *Industria petrolieră din România în perioada interbelică,* Éd. Tehnică, Bucarest, 1997.
11. Cazan, Gheorghe; Copoiu, Nicolae; Cupşa, Ion; Loghin, Leonida; Lupu, N.Z.; Siperco, Alexandru; Tuțu, Dumitru; Ucrain, Constantin; Unc, Gheorgher, Vişanu, Alexandru; Zaharia, Gheorghe, *Marea Conflagrație a secolului XX: Al Doilea Război Mondial,* Éd. Politica, Bucarest, 1974.
12. Dobre, Gheorghe, *Economia României în context european – 1938*, Éd. Fundației Ştiințifice „Memoria Oeconomica", Bucarest, 1996.
13. Good, David F., *Economic Transformation in Central Europe: The View from History*, in *Working paper 92-1,* January 1992.
14. Iacob, Gheorghe, *Procesul modernizării/integrării în Europa. Etape şi trăsături*, in Ion Agrigoroaiei (coord.), *România interbelică în paradigmă europeană*, Éd. de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », Iaşi, 2005.
15. Ivănuş, Gheorghe, *Istoria petrolului în România,* Éd. AGIR, Bucarest, 2004.
16. Josan, Andrei, *Evoluții economice pe plan mondial în perioada interbelică*, Éd. ASE, Bucarest, 2004.
17. Kopstein, Jeffrey S; Wittenberg, Jason, *Beyond Dictatorship and Democracy: Rethinking National Minority Inclusion and Regime Type in Interwar Eastern Europe*, in *Comparative Political Studies,* 2010.
18. Manoilescu, Mihail, *Politica statului şi chestiunea refacerii industriale*, Bucarest, 1920.
19. Marcu, Nicolae, *Istorie economică,* Éd. Didactică şi Pedagogică, Bucarest, 1979.
20. Mureşan, Maria; Josan, Andrei, *Istoria economiei europene: de la revoluția industrială la Uniunea Europeană*, Éd. ASE, Bucarest, 2005.
21. Murgescu, Bogdan, *România şi Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Editura Polirom, Iaşi, 2010.
22. Păun, Dragoş, *Romania's road towards the Euro*, Presa Universitară Clujeană, 2011.
23. Păun, Nicolae, « Il modello romeno nel periodo interbellico », dans le volume *La tentazione autoritaria. Istituzioni, politica e società nell'Europa centro-orentale tra le due guerre mondiali (a cura di Pasquale Fornaro)*, Éd. Rubettino, 2004.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb

24. Păun, Nicolae, *Societățile anonime din România în anii 1919-1924,* « Anuarul Institutului de Istorie şi Arheologie Cluj-Napoca »*,* no. XXVIII, Université de Cluj-Napoca, 1987-1988.
25. Păun, Nicolae, *Stat şi economie*, Éd Interferențe, 1992.
26. Păun, Nicolae, *The Impact of the Great Union on Romania's Interwar Economic Development*, « Studia Universitatis Babeş-Bolyai, Historia », 1988, 2, Cluj-Napoca.
27. Păun, Nicolae, *Viața economică a României 1918-1948. Dezvoltare. Modernizare. Europenizare*, Presa Universitară Clujeană, 2009.
28. Saizu, Ioan, *Politica economică a României între 1922 şi 1928,* Éd. de l'Académie de la République Socialiste Roumanie, Bucarest, 1981.
29. Sauvy, Alfred, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, vol. 1 et 2, Éd. Economica, 1979/1984.
30. Scurtu, Georgiana-Margareta, *Din istoria diplomației europene. Relațiile României cu Franța (1935 – 1938),* Éd. Cartea Universitară, Bucarest, 2006.
31. Wandycz, Piotr. S, *France and Her Eastern Allies, 1919-1925: French-Czechoslovak-Polish Relations from the Paris Peace Conference to Locarno*, University of Minnesota Press, 1962.
32. Wandycz, Piotr. S, *Prețul libertății. O istorie a Europei central-răsăritene din Evul Mediu pînăînprezent*, traduction: Mihaela Paraschivescu et Valentin Dragu-Banu, Éd. ALL, Bucarest, 1998.
33. *Anuarul Institutului de Istorie şi Arheologie Cluj-Napoca,* no. XXVIII, Université de Cluj-Napoca, 1987-1988.
34. *Moniteur du Pétrole Roumain*, Bucarest, 1er janvier 1923, année XXIII, vol. 22.
35. *Statistica Minieră a României pe anul 1924,* Bucarest, 1925, p. V-VI, 3-17 *apud Anuarul Institutului de Istorie şi Arheologie Cluj-Napoca,* no. XXVIII, Université de Cluj-Napoca, 1987-1988.
36. Union des Chambres du Commerce et de l'Industrie, *Darea de seamă a activității Uniunii Camerelor de Comerț și Industrie dela 15 iunie 1938 la 15 iunie 1939,* Moniteur Officiel et Imprimeries de l'État. Imprimerie Nationale, Bucarest, 1939.

https://doi.org/10.5771/9783845254227_60, am 12.10.2024, 07:36:24
Open Access – (cc) BY – https://www.nomos-elibrary.de/agb